



PAFEN  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE  
L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI



LA BANQUE MONDIALE  
BIRD - IDA

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/P180987

Source de financement : IDA E0930-BI/E2820-BI

## RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS

PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI « PAFEN »

Intitulé du projet	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI « PAFEN »
SUR FINANCEMENT IDA :	E0930-BI/E2820-BI
N° du Projet :	P176396/P180987

### TERMES DE REFERENCE

TERMES DE RÉFÉRENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR APPUYER LA DSI DANS L'ELABORATION DU CADRE OPERATIONNEL POUR S'ALIGNER AUX REFORMES EN COURS AU MINISTÈRE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE (MFBPE)



Mai 2025



PAFEN: Boulevard NADAYE Melchior,  
Immeuble Orée du golf 4 ème étage



info@pafen.gov.bi



PafenBurundi



@PafenBurundi

www.pafen.gov.bi



PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE  
L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI



LA BANQUE MONDIALE  
BIRD • IDA

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MÉDIAS  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/P180987

Source de financement : IDA F0930-BI/E2820-BI

**Termes de référence pour le recrutement d'un consultant individuel pour appuyer la DSI dans l'élaboration du cadre opérationnel pour s'aligner aux réformes en cours au MFBPE**

Ministère	Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias
Projet	Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique
Activité 2.4.1.15	Recrutement d'un consultant individuel pour appuyer la DSI dans l'élaboration du cadre opérationnel pour s'aligner aux réformes en cours au MFBPE
Bénéficiaire	Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique /Directions des Systèmes d'Information.

## I. INTRODUCTION

Le Gouvernement du Burundi a obtenu un don de la Banque mondiale pour financer le « Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique » (PAFEN) d'un montant total de 92 millions de dollars américains. Il est prévu qu'une partie des ressources soit utilisée pour financer le recrutement d'un consultant en charge d'assistance technique en appui à la Direction des Systèmes d'Information pour l'élaboration du cadre opérationnel.

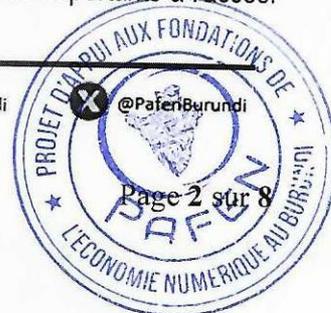
## II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

### 1. OBJECTIFS DU PROJET PAFEN

L'objectif de développement du PAFEN est d'accroître l'accès à Internet haut débit, en particulier pour les communautés mal desservies, et améliorer la capacité du Gouvernement à gérer ses dépenses plus efficacement et fournir des services publics par voie numérique.

Le projet vise à accroître l'accès au haut débit et à améliorer la capacité du gouvernement à fournir des services publics numériques, ce qui contribuera à jeter les bases d'un développement accéléré de l'économie numérique du Burundi.

Les activités du projet viseront à accroître l'adoption du numérique en élargissant la couverture du réseau et la base existante de consommateurs de services numériques par le biais d'initiatives qui stimulent l'investissement dans des infrastructures à large bande durables et intelligentes sur le plan climatique et catalysent la demande croissante de services électroniques par le biais de programmes d'accès numérique. Une attention particulière sera accordée à la réduction de la fracture numérique, en veillant à ce que les communautés rurales du Burundi, les femmes et les filles, ainsi que les groupes vulnérables soient connectés, qui sont actuellement mal desservis et/ou confrontés à des obstacles plus importants à l'accès.





PAFEN  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE  
L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI



LA BANQUE MONDIALE  
BIRD - IDA

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MÉDIAS  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)  
N° Projet : P176396/P180987

Source de financement : IDA F0930-BI/E2820-BI

L'accent sera également mis sur la stimulation de l'accès au haut débit dans des secteurs clés, tels que l'éducation.

Le projet cherchera également à créer un gouvernement numériquement actif en finançant des facilitateurs numériques transversaux qui peuvent stimuler la capacité de prestation de services publics numériques par le biais de cadres de gouvernance partagés, d'une infrastructure numérique à faible consommation énergétique et résiliente, et de plates-formes publiques numériques, et ainsi soutenir l'instauration progressive des services électroniques transactionnels et une plus grande utilisation des technologies numériques par le gouvernement.

Le Projet comprend 4 composantes ci-après :

- **Composante 1** : Accès et inclusion numériques :
  - Sous-composante 1.1 : Environnement favorable au développement du marché du haut débit et à l'accès aux services numériques
  - Sous-composante 1.2 : Accès à la connectivité locale
  - Sous-composante 1.3 : Facilitateurs d'accès local et d'inclusion numérique
- **Composante 2** : Facilitateurs de la prestation de services publics numériques :
  - Sous-composante 2.1 : Cadres institutionnels, juridiques, de gouvernance et technologiques pour les services numériques
  - Sous-composante 2.2 : Infrastructure et plates-formes gouvernementales numériques partagées et capacités de l'administration publique
  - Sous-composante 2.3 : Digitalisation de certains services et de cas d'utilisation phares
  - Sous-composante 2.4 : Modernisation des principaux processus de Gestion des Finances Publiques (GFP)
- **Composante 3** : Coordination institutionnelle et gestion du projet
- **Composante 4** : Composante de réponse d'urgence

Le projet est administré par une unité de gestion du projet (UGP) au Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication (SETIC). Cette mission, s'inscrit précisément dans le cadre de la mise en œuvre des activités relatives à la modernisation des principaux processus de Gestion des Finances Publiques et en particulier de l'activité « 2.4.1.15 - MFBPE : Assistance technique pour appuyer la DSI dans l'élaboration du cadre opérationnel pour s'aligner au reformes en cours au MFBPE » du Budget Programme inscrite au PTBA 2024-2025 pour le MFBPE.



PAFEN: Boulevard NADAYE Melchior,  
Immeuble Orée du golf 4<sup>ème</sup> étage



info@pafen.gov.bi



PafenBurundi



@PafenBurundi

www.pafen.gov.bi





## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION

Dès 2008, le Burundi s'est engagé dans la réforme de gestion des finances publiques. A cet effet, il a adopté la LOFIP du 04/12/2008. Le pilier central de cette réforme est la mise en œuvre d'un Système intégré de la gestion des finances publiques du Burundi (SIGFP\_BI).

Ainsi, il est prévu que le travail du MFBPE repose à l'avenir sur le SIGFP\_BI. Or, le fonctionnement d'un système de cette ampleur est tributaire de son environnement procédural et opérationnel. Des interventions sur le système ou son environnement technique mal gérés, une sécurité défaillante, une assistance aux utilisateurs lacunaire, une gouvernance hasardeuse... peuvent handicaper le fonctionnement de ce système et par là même menacer la mise en œuvre de toute la réforme. Il est nécessaire donc d'élaborer un cadre opérationnel clair et structuré, définissant les processus, les normes, les outils et les responsabilités liés à la gestion des systèmes d'information. Une fois en place, ce cadre servirait de guide pour l'optimisation des infrastructures, des applications, des données et des services numériques, tout en assurant la conformité aux réglementations en vigueur.

C'est pour cette raison que la Direction des Systèmes d'Informations (DSI) du MFBPE cherche à recruter un expert qui va l'assister pour élaborer un cadre opérationnel permettant d'optimiser la gestion, la sécurité et la gouvernance des systèmes informatiques. Cette activité sera financée par la Banque Mondiale et s'inscrit dans une démarche visant à améliorer l'efficacité, la sécurité et la transparence des services rendus au public par le MFBPE à travers la DSI.

## II. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif principal de la mission est de fournir une assistance technique spécialisée à la DSI pour l'élaboration d'un cadre opérationnel clair, structuré et efficace, intégrant les meilleures pratiques internationales en matière de gestion et de gouvernance des systèmes d'information.

## III. OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA MISSION

Les objectifs spécifiques consistent à :

- Analyser l'existant et évaluer les besoins de la DSI.
- Élaborer un cadre opérationnel structuré et aligné sur les standards internationaux.
- Proposer une gouvernance efficace des systèmes d'information.
- Accompagner à la mise en œuvre du cadre opérationnel





PAFEN  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE  
L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI



LA BANQUE MONDIALE  
BIRD - IDA

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/P180987

Source de financement : IDA E0930-BI/E2820-BI

#### IV. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus lors de cette mission sont :

- Un diagnostic détaillé de l'existant (forces, faiblesses, opportunités, menaces) est fait ;
- Un cadre opérationnel pour la gestion des systèmes d'information, incluant les politiques, procédures et outils adaptés est produit et validé par le ministère ;
- Une feuille de route pour la mise en œuvre du cadre opérationnel est élaborée et validée par le ministère ;
- Des ateliers de validation et de formation des parties prenantes concernées sont organisés ;
- Accompagnement à la mise en œuvre du cadre opérationnel (Gestion des changements, mise en œuvre des mesures d'accompagnement, etc....) est assuré

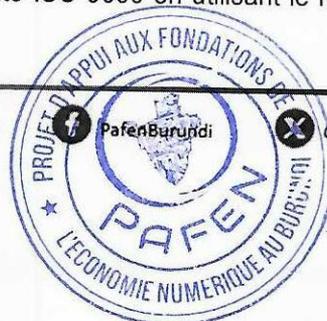
#### V. ETENDUE DE LA MISSION/DESCRIPTION DES TACHES A REALISER

Le consultant devra réaliser les tâches suivantes :

- Lister les procédures de travail à produire en les priorisant ;
- Elaborer la charte informatique ;
- Planifier la réalisation et la mise en œuvre des procédures de travail qualitatives de la DSI ;
- Assister la DSI dans la mise en place des premières procédures de travail selon ITIL (pour quatre mois) ;
- Rédiger le cadre procédural informatique ;
- Accompagner (conseiller et produire des notes de motivation, faire des expositions le cas échéant) le DSI pour la validation de la procédure générale informatique par le Ministre ainsi que la charte informatique ;
- Former l'équipe de la DSI aux nouvelles procédures de travail et accompagner la DSI dans leur mise en application.

A l'issue de la mission, les livrables attendus sont :

- Le diagnostic détaillé de l'existant ;
- La procédure générale informatique qui décrit l'usage de l'informatique au sein du MFBPE ;
- La charte informatique définissant le mode d'utilisation des outils informatiques et de communication électronique. Il doit décrire les droits et devoirs des utilisateurs envers les moyens informatiques et de télécommunication mis à leur disposition.
- Le cadre procédural de la DSI qui doit couvrir l'essentiel des domaines et services informatiques offerts par la DSI, dans le respect de la démarche qualité ISO 9000 en utilisant le référentiel des bonnes pratiques ITIL.





## VI. DUREE DE LA MISSION ET CALENDRIER DE PRODUCTION

La mission s'étendra sur une période de 6 mois.

Le consultant effectuera une visite initiale sur terrain pour une période de deux semaines, afin de s'imprégner de l'environnement du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique et de produire le diagnostic de l'existant.

La rédaction des différents textes s'effectuera hors pays, avec, aux besoins des échanges à travers l'organisation de réunions virtuels.

Les trois derniers mois s'effectueront sur terrain et seront consacrés à accompagner la DSI dans la validation des différents textes par le ministère, dans l'implémentation des différentes politiques et procédures et dans la gestion du changement qui en résulte.

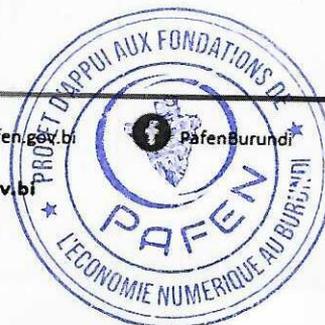
Le tableau suivant montre le calendrier de livraison des différents livrables.

#	Echéance (signature + x semaines)	Produits livrables	Décaissements
1.	Signature + 2 semaines	Un rapport détaillé du diagnostic de l'existant (forces, faiblesses, opportunités, menaces).	20%
2.	Signature + 6 Semaines	La procédure générale informatique (Un document détaillé du cadre opérationnel pour la gestion des systèmes d'information, incluant les politiques, procédures et outils adaptés validé par le ministère.)	30%
3.	Signature + 8 Semaines	La charte informatique	
4.	Signature +12 semaines	Le cadre procédural de la DSI	
5.	Signature + 13 semaines	Une feuille de route pour la mise en œuvre du cadre opérationnel	30%
6.	Signature + 21 semaines	Un rapport de formation	
7.	Signature + 25 semaines	Rapport Final	20%

## VII. LANGUE DE TRAVAIL

La langue de travail au Burundi étant le Français, le prestataire devra tenir les différents discussions et échanges en Français, et soumettre l'ensemble des documents produits dans cette mission en langue française et sous version électronique et physique.

Tous les rapports attendus seront accompagnés d'une note de synthèse ainsi que d'une présentation PowerPoint.





## VIII. QUALIFICATION DU CONSULTANT

Le consultant devra avoir un profil :

### 1. Formation académique :

- Un diplôme minimum de master en gestion des systèmes d'information ou un diplôme similaire;

### 2. Compétence et Expérience

- L'expertise avérée d'au moins 10 ans dans le domaine de la gouvernance des systèmes d'information et d'élaboration des cadres opérationnels ;
- Au moins quatre (4) références de projets similaire effectués ces dix (10) dernières années;
- Avoir les certifications suivantes :
  - 1) ITIL 4 Managing Professional (MP), Strategic Leader (SL) ou Practice Manager (PM),
  - 2) Gestion de projets (Project Management Professional (PMP) ou PRINCE 2 Practitioner),
  - 3) COBIT 5 implémentation et management,
  - 4) ISO27001 lead implémenter,
  - 5) TOGAF certified
- Les compétences en conduite du changement et en accompagnement des organisations publiques.

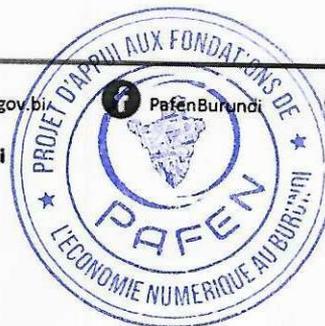
## IX. PROCEDURES DE DECLARATION ET VALIDATION

Le consultant soumettra tous les produits livrables indiqués ci-dessus au Coordonnateur du PAFEN. Les livrables seront soumis pour revue technique et non objection par la Banque Mondiale. La validation des livrables sera faite par le Comité Technique de Suivi ad hoc, mis en place par le Coordonnateur du PAFEN, après concertation avec la Direction des systèmes d'information.

Les principaux rapports feront objet de validation en ateliers avec la partie prenante à la mission.

## X. EMBLACEMENT

Le consultant travaillera au Burundi, plus particulièrement avec la Direction des Systèmes d'Information. La collaboration avec des experts, basés à la DSI pendant la durée de la mission est encouragée, car cela facilitera la collecte des intrants nécessaires et la prise en compte du contexte durant la mission.





LA BANQUE MONDIALE  
BIRD • IDA

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MÉDIAS  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)  
N° Projet : P176396/P180987

Source de financement : IDA F0930-BI/E2820-BI

## XI. LA RESPONSABILITE DU CLIENT

Le client doit fournir les éléments suivants au mieux de ses capacités :

- Toute documentation nécessaire ;
- Tout appui administratif nécessaire ;
- Tout autre soutien logistique pour organiser les différents ateliers de validation.

## XII. METHODE DE SELECTION DU BUREAU

Le consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection des consultants individuels, conformément au Règlement de la Banque Mondiale en matière de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de Projets d'Investissement (FPI), édition de Novembre 2020 et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence.

